

Commune	Numéro cadastral	Superficie
Zottagem-Velzeke	C 781E/ex, 781c, 781d, 782a, 788E/ex, 788n/ex, 789f/ex, 789m/ex, 789k/ex, 7901/ex, 790n/ex, 790f/ex, deel nrs. 790a, b, c, d, e, 791/2C, 791/2B, 791u/ex, 791K/2, 791E/2ex, 791f2/a, 791/2f	5 ha 22 a 79 ca
Alken (Langveld)	F 57, 65, 119i, 119k, 119h	77 a 62 ca
Alken (Langveld)	F 120	17 a 97 ca
Beringen (« Botermijn »)	C 227R	2 a 40 ca
Beringen (« Botermijn »)	C 239W	1 a 65 ca
Bree (« Vostaert »)	C 333k10, p8, o8, p2, q2	3 ha 91 ca
Genk	G39a, 40a, 42b, 41c	32 a 18 ca
Maaseik (Bleumer-Hepperpoort)	E 472C	42 a 54 ca
Tongeren (Vreren)	B 437a, 523d, 524a	2 ha 92 ca
Tervuren-Vosseme	A 72a	30 a 62 ca

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif flamand du 23 septembre 1992 fixant les droits et obligations de l'ancienne Société nationale terrienne dans le domaine du logement et qui sont attribués à la Société flamande du Logement.

Bruxelles, le 23 septembre 1992.

Le Président de l'Exécutif flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre communautaire de l'Environnement et du Logement,

N. DE BATSELIER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 2916

[C — 27506]

17 SEPTEMBRE 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant fixation du statut du personnel de l'Institut scientifique de Service public

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 96;

Vu le décret du 7 juin 1990 portant création de l'Institut scientifique de Service public, notamment l'article 17;

Vu l'accord du Ministre national de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 51 du Comité de Secteur n° XVI du 12 avril 1991;

Vu l'avis de l'inspecteur des Finances;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

Arrête :

TITRE Ier. — Champ d'application

Article 1er. Le présent arrêté fixe le statut du personnel scientifique de l'Institut scientifique de Service public (en abrégé ISSEP) et du personnel administratif, du personnel technique et des gens de métier et de services du même organisme.

TITRE II. — Statut du personnel scientifique

CHAPITRE Ier. — La carrière scientifique

Section Ire — Dispositions générales

Art. 2. La carrière scientifique à l'ISSEP comporte trois rangs : le rang A, le rang B et le rang C.

Le rang A comprend les grades de chargé de recherches, de 1er chargé de recherches et de chargé de recherches principal.

Le rang B comprend le grade de chef de travaux.

Le rang C comprend le grade de chef de travaux principal.

L'accession successive d'un agent à ces différents rangs est fondée sur une ancienneté scientifique ainsi que sur ses titres et mérites; elle n'est pas subordonnée à une vacance d'emploi.

Elle est régie par les dispositions de la section 4 du présent chapitre.

Art. 3. Par ancienneté scientifique, il faut entendre la durée des missions exercées par l'agent dans l'intérêt de l'enseignement supérieur ou de la science, même si, pour les accomplir, l'agent a été placé en non-activité.

Est également admissible au titre d'ancienneté scientifique :

1° la durée des services prestés par l'agent avant son entrée en service à l'ISSEP en tant que membre du personnel enseignant ou scientifique, en ce compris les assistants volontaires, d'une Université belge ou d'un établissement y assimilé en vertu des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires;

2° la durée de l'activité scientifique de l'agent, avant son entrée en service à l'ISSEP comme bénéficiaire d'une rétribution ou d'une subvention attribuée par :

- a) L'Institut national des Industries extractives sous quelque statut que ce soit;
- b) le Gouvernement belge, l'Exécutif d'une Communauté ou d'une Région, le Collège réuni de la Commission communautaire commune, un organisme international reconnu par une de ces autorités ou un pays étranger lié à la Belgique ou à une Communauté par un accord culturel et ce, dans le cadre de cet accord;
- c) par les provinces, communes, le Fonds national de la Recherche scientifique, les organismes de recherche de l'ancienne colonie du Congo belge et des territoires anciennement administrés par la Belgique, ainsi que tous autres services ou institutions de recherche scientifique ou de financement de la recherche scientifique, publics ou privés, à la condition que ces institutions ou services auprès desquels l'activité scientifique a été exercée, figurent sur la liste établie par le Ministre chargé de la coordination de la politique sur avis de la Commission interministérielle de la politique scientifique.

La durée des services prestés comme titulaire d'une fonction comportant des prestations incomplètes, est supputée jusqu'à due concurrence.

Section 2 — Recrutement

Art. 4. § 1er. Il est institué à l'ISSEP un Collège des directeurs dont le règlement est approuvé par l'Exécutif et qui fonctionne comme Conseil de direction;

§ 2. Il est institué à l'ISSEP un jury de recrutement et de promotion — désigné ci-après par les mots « le jury » — et composé comme suit :

- 1° en qualité de président : le directeur général de l'ISSEP;
- 2° en qualité de membres :
 - a) les directeurs de siège de l'ISSEP, rapporteurs ou leur remplaçant;
 - b) trois personnalités scientifiques étrangères à l'ISSEP. Ces personnalités sont désignées par l'Exécutif, sur proposition double du Collège des directeurs de l'ISSEP et choisies de préférence parmi les délégués scientifiques de la Commission scientifique d'orientation de l'organisme;
 - c) le chef du service intéressé ou, à défaut, un membre du personnel scientifique de l'Institut désigné par le Collège des directeurs;
- 3° en qualité d'observateur : le secrétaire général du département de la Région wallonne ayant la fonction publique dans ses attributions ou son délégué.

§ 3. Les décisions du jury sont prises à la majorité simple des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

§ 4. Les membres du jury bénéficient des indemnités pour frais de voyage et de séjour, accordées au personnel des services de l'Exécutif.

Pour l'application de ces dispositions réglementaires, les membres du jury qui ne font pas partie du personnel de l'ISSEP sont assimilés à des fonctionnaires de rang 16.

Art. 5. Les membres du personnel scientifique sont recrutés au rang A.

Sans préjudice des dispositions relatives à la vérification des aptitudes physiques et sans préjudice toutefois de l'application de l'article 48 du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne, nul ne peut être recruté à un emploi du personnel scientifique s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

- être Belge;
- jouir des droits civils et politiques;
- avoir satisfait à la loi sur la milice;
- être de conduite irréprochable;
- n'avoir pas atteint la limite d'âge fixée à 45 ans;
- être porteur d'un diplôme de licencié, d'ingénieur, de docteur, de pharmacien, d'agrégé, d'ingénieur commercial, d'ingénieur industriel ou d'architecte délivré après quatre ans d'études au moins par une université belge, par un des établissements y assimilés en vertu de la loi sur la collation des grades académiques, par un établissement de type long ou par un des jurys institués par le Gouvernement pour la collation des grades académiques, réunir les aptitudes spéciales déterminées, s'il y a lieu, par le jury.

Art. 6. En cas de vacance d'emplois, il est fait appel aux candidats par un avis publié au *Moniteur belge*.

Cet avis indique :

- 1° les emplois vacants;
- 2° les conditions d'admission;
- 3° le délai et la forme de présentation des candidatures ainsi que les pièces à produire.

Art. 7. Après avoir examiné les candidatures introduites, le jury classe les candidats sur base de leurs titres et mérites scientifiques. Il formule ses propositions à l'Exécutif sur base de ce classement motivé.

Section 3. — Mandats et nomination définitive

Art. 8. Les agents du rang A sont nommés dans l'ordre de leur classement pour un mandat de deux ans renouvelable deux fois.

Lorsque des circonstances jugées exceptionnelles le justifient, il peut être accordé à l'agent un mandat supplémentaire d'un an, renouvelable trois fois au plus.

Au terme de chacun des mandats ci-dessus, le jury émet à l'attention de l'Exécutif un avis sur les mérites scientifiques de l'agent intéressé.

Les mandats ci-dessus sont conférés par l'Exécutif sur la proposition du Collège des directeurs.

Art. 9. A l'issue du deuxième mandat au plus tôt, les agents peuvent être confirmés par l'Exécutif dans une fonction du rang A sur la proposition du Collège des directeurs.

Art. 10. Sur proposition du Collège des directeurs et moyennant avis favorable du jury, l'ancienneté scientifique antérieure au recrutement peut être valorisée par l'Exécutif pour le calcul de chaque mandat.

Art. 11. Pour le calcul de la durée des mandats, ne sont pas pris en considération :

- 1° les mois civils entiers durant lesquels l'agent effectue son terme de service actif éventuellement prolongé par application des lois sur la milice, ainsi que des rappels disciplinaires;
- 2° les mois civils entiers durant lesquels l'agent, officier de réserve, a été autorisé à servir dans une formation des forces armées en application de l'article 63, § 1er, de la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve;

3° les mois civils entiers durant lesquels l'agent accomplit dans les Forces armées, des prestations volontaires en application de l'article 4, 1°, de l'arrêté ministériel du 13 juillet 1964, fixant la durée des engagements et réengagements volontaires en temps de paix;

4° les mois civils entiers durant lesquels l'agent, objecteur de conscience, effectue son terme de service en application des articles 17 bis ou 18 de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, ainsi que des rappels disciplinaires;

5° les absences de l'agent résultant de son exemption du service militaire en application de l'article 16, § 1er, des lois sur la milice.

Pendant les périodes visées ci-dessus, l'agent n'a droit à aucun traitement.

Pendant les périodes visées sub 1° à 4°, l'agent conserve néanmoins ses droits à l'avancement de traitement.

Section 4. — Promotion

Art. 12. L'accès au rang B est ouvert à tout agent qui réunit les conditions suivantes :

1° avoir été confirmé au rang A (depuis quatre ans);

2° être porteur du diplôme de docteur obtenu à la suite de la défense publique d'une dissertation ou justifier, dans la discipline de la fonction, de travaux scientifiques jugés comparables à une dissertation de doctorat par arrêté motivé de l'Exécutif, sur avis favorable du jury;

3° témoigner d'activités scientifiques dont la valeur est reconnue par le jury;

4° compter dix ans d'ancienneté scientifique.

Art. 13. L'accès au rang C est ouvert à tout agent qui réunit les conditions suivantes :

1° être porteur d'un diplôme d'agrégé de l'enseignement supérieur ou du diplôme de docteur spécial ou justifier, dans la discipline de la fonction, de travaux scientifiques jugés comparables à une dissertation de doctorat par arrêté motivé de l'Exécutif, sur avis favorable du jury;

2° compter douze années d'ancienneté scientifique dont deux au moins dans le rang B.

Section 5. — Dispositions spéciales

Art. 14. Sont équivalents aux diplômes requis, les titres étrangers qui leur ont été assimilés par la loi ou en vertu de la loi.

CHAPITRE II. — Fonctions dirigeantes

Art. 15. § 1er. Les fonctions dirigeantes à l'ISSEP comportent au maximum trois degrés :

— le degré III;

— le degré II, et

— le degré I qui est le plus élevé.

§ 2. Pour être nommé au degré I ou II des fonctions dirigeantes, le candidat doit avoir atteint le rang B de la carrière scientifique; le degré III des fonctions dirigeantes est accessible aux agents des trois rangs de la carrière scientifique.

§ 3. Les candidatures au degré I sont introduites auprès du Président de l'Exécutif.

Les candidatures aux degrés II et III doivent être introduites auprès du directeur général.

Les candidatures doivent être introduites par pli recommandé à la poste dans les dix jours de la date de la publication au *Moniteur belge* ou de la réception par les agents concernés du pli leur annonçant la vacance d'emploi.

§ 4. Les candidatures aux fonctions dirigeantes sont soumises à l'avis du jury. Celui-ci établit un rapport circonstancié dont les conclusions sont portées à la connaissance de chaque candidat par pli recommandé.

Tout candidat a dix jours à partir de la date du dépôt à la poste du pli recommandé reprenant les conclusions du rapport pour communiquer ses observations au jury. S'il échet, ce dernier peut décider d'entendre les candidats.

§ 5. Le jury établit un rapport circonstancié définitif. Ce rapport ainsi que les observations écrites faites par les candidats et le procès-verbal de leur audition sont transmis à l'Exécutif.

Art. 16. Les nominations aux fonctions dirigeantes sont effectuées par l'Exécutif. Elles sont conférées en cas de vacance d'emploi.

TITRE III. — Statut du personnel administratif, du personnel technique, des gens de métier et de service

Section 1re. — Dispositions générales

Art. 17. Les grades que peuvent porter les agents visés au titre III sont repris en annexe I.

Section 2. — Du recrutement et de la promotion

Art. 18. Nul ne peut être nommé agent de l'ISSEP s'il ne satisfait aux conditions suivantes :

1° remplir les conditions d'admissibilité imposées pour l'emploi à conférer;

2° réussir le concours de recrutement prévu;

3° accomplir avec succès le stage probatoire.

Selon les modalités déterminées par l'Exécutif, l'agent doit justifier des aptitudes physiques exigées pour la fonction à exercer.

Art. 19. § 1er. Nul ne peut être nommé agent de l'ISSEP s'il ne remplit les conditions générales d'admissibilité qui suivent :

1° être Belge, sans préjudice toutefois de l'application des dispositions de l'article 48 du Traité du 25 mars 1957 instituant la Communauté économique européenne;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° satisfaire aux lois sur la milice;

5° n'avoir pas atteint l'âge de 50 ans;

6° être porteur d'un diplôme ou certificat d'études en rapport avec le grade à conférer selon les normes fixées par l'annexe II.

Les conditions indiquées aux 5° et 6° doivent être remplies pour l'admission au concours de recrutement.

Sauf disposition contraire dans les arrêtés assurant l'exécution du présent statut, les diplômes ou certificats d'études donnant accès à un niveau déterminé sont pris en considération pour l'admission à un des grades classés dans les niveaux moins élevés.

§ 2. Le cas échéant, sur proposition du Collège des directeurs, des conditions spéciales d'admissibilité peuvent être imposées conformément aux dispositions ci-après :

A. Un règlement pris par l'Exécutif peut, lorsque la nature des fonctions à exercer l'exige :

1° fixer, pour le recrutement à un grade déterminé, une limite d'âge inférieure à 50 ans;

2° imposer, pour le recrutement à des grades déterminés ou à des emplois déterminés, la possession de diplômes ou certificats d'études particulières parmi ceux énumérés à l'annexe II.

Aussi longtemps que les règlements visés à l'article 19, § 2 n'ont pas été pris, l'Exécutif peut ajouter aux diplômes ou certificats d'études requis d'autres diplômes ou certificats d'un niveau d'enseignement supérieur mais de la même qualification.

B. Lorsque cette condition est justifiée par les besoins du service au moment où le concours de recrutement est organisé, l'Exécutif peut imposer, pour un concours de recrutement déterminé, la possession de diplômes ou certificats d'études particuliers désignés parmi les diplômes ou certificats d'études qui sont en rapport avec le niveau du grade à conférer selon le tableau annexé au présent arrêté (annexe II).

C. L'Exécutif peut pour un concours de recrutement déterminé, imposer la condition d'un âge minimum ou des conditions spéciales d'aptitudes professionnelles consistant dans des connaissances pratiques ou dans l'exercice d'une activité antérieure, lorsque de telles conditions sont justifiées par la nature des emplois à conférer.

D. Lorsque l'Exécutif a des raisons de présumer que les candidats ne seront pas assez nombreux pour qu'il y ait suffisamment de lauréats, il peut admettre comme candidats à un concours de recrutement déterminé, les étudiants qui accomplissent la dernière des années d'études requises pour qu'ils obtiennent le diplôme ou le certificat d'études exigé.

En ce cas, sont également admis comme candidats ceux qui ont satisfait à l'épreuve relative à l'avant-dernière année et qui de larent qu'ils se présenteront devant le jury d'Etat pour l'épreuve relative à la dernière année.

Si les candidats autorisés, en application de l'alinéa 1er, à participer au concours de recrutement réussissent celui-ci, ils ne peuvent toutefois faire valoir, en vue de nomination, le bénéfice de leur classement parmi les lauréats, qu'à partir du jour où ils auront produit, devant le Collège des directeurs, le diplôme ou certificat d'études exigé.

E. Lorsque les exigences des fonctions à exercer ne s'y opposent pas, l'Exécutif peut, pour le recrutement à un grade déterminé, admettre, en plus des diplômes et certificats d'études indiqués au § 1er, 6°, les diplômes et certificats suivants qu'il désigne :

- diplômes et certificats d'enseignement de promotion sociale;
- diplômes et certificats non homologués d'enseignement artistique de plein exercice;
- diplômes et certificats d'enseignement professionnel.

F. L'Exécutif peut, pour le recrutement à des grades déterminés du niveau 4, exiger la possession de diplômes ou certificats particuliers de formation qu'il désigne lorsque cette condition est justifiée par le caractère technique ou spécialisé des fonctions à exercer.

§ 3. Les autres conditions d'admissibilité sont déterminées par l'Exécutif.

§ 4. Par dérogation au § 1er, 5°, dispense de la condition relative à la limite d'âge est accordée aux candidats qui sont entrés en service à l'Institut national des Industries extractives avant l'âge de 50 ans.

Art. 20. Il est institué à l'ISSEP un jury de recrutement et de promotion désigné ci-après par les mots « le jury » et composé comme suit :

1° en qualité de président : le directeur général de l'ISSEP;

2° en qualité de membres :

a) le directeur administratif, rapporteur ou son délégué;

b) le directeur de siège concerné;

c) trois personnalités désignées par l'Exécutif en raison de leur haute valeur administrative ou technique;

3° en qualité d'observateur : le secrétaire général du département de la Région wallonne ayant la fonction publique dans ses attributions ou son délégué.

Art. 21. Les lauréats des concours de recrutement, réunissant les conditions requises et qui ont été déclarés admissibles, sont admis au stage par l'Exécutif. Ils sont appelés en service en qualité de stagiaire et affectés à un emploi permanent vacant.

Art. 22. Le stagiaire jugé apte est nommé par l'Exécutif.

Art. 23. Sans préjudice des dispositions reprises à l'article 25, le règlement organique de l'ISSEP arrêtera la procédure de promotion du personnel administratif, technique, des gens de métier et de service.

Toutefois, les agents de l'ISSEP sont soumis aux règles reprises à l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public en ce qui concerne l'avancement de grade, le changement de grade et l'accession au niveau supérieur.

TITRE IV. — Dispositions communes au personnel scientifique et au personnel administratif, technique et des gens de métier

Art. 24. Sur proposition du Collège des directeurs, l'Exécutif déclare les emplois vacants.

Art. 25. § 1er. Sans préjudice des dispositions du présent statut, les membres du personnel auxquels il est applicable sont soumis aux prescriptions qui, pour les agents de l'Etat, régissent :

- 1° les devoirs et les incompatibilités;
- 2° le stage des candidats;
- 3° la responsabilité personnelle;
- 4° les positions administratives;
- 5° les congés;
- 6° l'ancienneté de grade et de service;
- 7° les allocations et indemnités de toute nature;
- 8° le statut syndical;
- 9° la suspension dans l'intérêt du service;
- 10° le régime disciplinaire;

- 11° la cessation des fonctions;
- 12° le contrôle des aptitudes physiques;
- 13° le signalement.

§ 2. Par dérogation au § 1er, le personnel scientifique n'est pas soumis aux dispositions qui, pour les agents de l'Etat, régissent le stage, l'ancienneté de grade et le signalement.

Art. 26. Lorsqu'il y a lieu à l'application des dispositions du statut des agents de l'Etat, il faut entendre :

- par le Ministre : l'Exécutif;
- par le conseil de direction, le secrétaire général et le directeur d'administration : le collège des directeurs;
- par agent : le membre du personnel scientifique, administratif, technique, de métier et de services;
- par Ministère : l'ISSEP.

Art. 27. Par dérogation au régime disciplinaire dont il est question à l'article 25, la mission dévolue aux Chambres de Recours visées à l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant statut des agents de l'Etat tel qu'il a été modifié notamment par les arrêtés royaux du 16 mars 1964 est assumée :

a) pour le personnel scientifique par une Chambre de Recours instituée auprès de l'Institut et composée :

- 1° d'un président, magistrat effectif ou honoraire, nommé par l'Exécutif;
- 2° de quatre assesseurs choisis parmi les membres du personnel scientifique, âgés de 35 ans au moins;

Les assesseurs sont désignés pour moitié par l'Exécutif parmi les membres du personnel scientifique nommés à une fonction dirigeante, et pour moitié par les organisations syndicales représentées au Comité de Secteur XVI;

3° d'un greffier, fonctionnaire désigné par l'Exécutif;

4° de suppléants, à savoir un président, des assesseurs et un greffier désignés de la même manière que les membres effectifs;

b) pour le personnel administratif, le personnel technique, les gens de métier et de services par une Chambre de Recours instituée auprès de l'Institut et composée de :

1° d'un président, magistrat effectif ou honoraire, nommé par l'Exécutif;

2° de quatre assesseurs, choisis parmi les membres du personnel de l'ISSEP, âgés de 35 ans au moins.

Les assesseurs sont désignés pour moitié par l'Exécutif parmi les membres du personnel de l'ISSEP et pour moitié par les organisations syndicales représentées au Comité de Secteur XVI;

3° d'un greffier, fonctionnaire désigné par l'Exécutif;

4° de suppléants, à savoir un président, des assesseurs et un greffier désignés de la même manière que les membres effectifs.

TITRE V. — Disposition transitoire

Art. 28. A titre transitoire, les aides techniques contractuels, transférés à la Région wallonne, porteurs d'un diplôme A2 ou d'un diplôme d'études secondaires supérieures, complétés par une expérience utile de cinq ans dans le domaine de l'emploi à pourvoir, sont admis aux épreuves de recrutement de technicien de la recherche dans le cadre organique de l'ISSEP.

TITRE VI. — Disposition finale

Art. 29. Le Ministre ayant l'Administration dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 17 septembre 1992.

Le Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé de l'Economie, des P.M.E et des Relations extérieures,

G. SPITAEELS

Le Ministre des Affaires intérieures,
chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés,

G. MATHOT

Annexe Ier

Liste des grades du personnel administratif, technique, des gens de métier et service

1. Personnel administratif :

Niveau 1 :

rang 14 : 1er conseiller-chef de service
1er conseiller

rang 13 : conseiller

rang 12 : conseiller adjoint-chef de service

rang 11 : conseiller adjoint

rang 10 : secrétaire d'administration

Niveau 2 :

rang 25 : adjoint de secrétariat de 1ère classe
adjoint de secrétariat

rang 24 : chef administratif

rang 23 : réviseur comptable de 1ère classe
bibliothécaire adjoint de 1ère classe

rang 22 : réviseur comptable
bibliothécaire adjoint

secrétaire principal de direction

sous-chef de bureau

- rang 21 : secrétaire de direction
vérificateur comptable
- rang 20 : rédacteur comptable
rédacteur
- Niveau 3 :
- rang 35 : 1er commis chef
- rang 34 : commis sténodactylographe chef
commis dactylographe chef
commis chef
- rang 32 : commis sténodactylographe principal
commis dactylographe principal
commis principal
- rang 30 : commis sténodactylographe
commis dactylographe
commis

2. Personnel technique faisant partie des équipes de recherches :

Niveau 2 :

- rang 25 : technicien supérieur principal de la recherche
- rang 24 : technicien supérieur de la recherche
- rang 23 : technicien principal de la recherche
- rang 22 : technicien de la recherche

3. Personnel technique et ouvrier de l'atelier des prototypes et des services :

Niveau 2 :

- rang 25 : adjoint technique de 1ère classe
- rang 24 : contrôleur principal des travaux
- rang 22 : contrôleur des travaux
- rang 20 : contrôleur adjoint des travaux

Niveau 3 :

- rang 35 : chef des ateliers
- rang 34 : chef d'atelier de 1ère classe
chef d'atelier de 3ème classe
- rang 32 : ouvrier sélectionné B principal
contremaître de 2ème classe
- rang 30 : ouvrier de précision D

Niveau 4 :

- rang 44 : 1er ouvrier spécialiste A
- rang 43 : 1er ouvrier spécialiste
- rang 42 : ouvrier qualifié B
- rang 41 : ouvrier qualifié A
- rang 40 : manoeuvre B

Annexe II

Des diplômes

Les diplômes ou certificats pris en considération pour l'admission à l'ISSEP aux titres du personnel administratif, technique, gens de métier et de service sont, selon les niveaux et les grades, les suivants :

Niveau 1 :

Secrétaire d'administration (rang 10) : diplômes cités, sous le titre niveau 1, à l'annexe 1 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Niveau 2 :

Technicien de la recherche et contrôleur des travaux (rang 22) : diplôme de l'enseignement supérieur du type court et de plein exercice, diplôme d'ingénieur technicien, diplôme d'une section classée dans l'enseignement supérieur économique ou supérieur social du type court et de promotion sociale, diplôme ou certificat de candidature, certificat attestant la réussite des deux premières années d'études de la section polytechnique ou de la section « toutes armes » de l'Ecole royale militaire.

Réviseur comptable (rang 22) : diplôme de gradué en comptabilité classé dans l'enseignement supérieur du type court et de plein exercice ou de promotion sociale.

Bibliothécaire adjoint (rang 22) : diplôme de gradué en bibliothéconomie et documentation classé dans l'enseignement supérieur du type court et de plein exercice ou de promotion sociale.

Secrétaire de direction (rang 21) : diplômes cités à l'article 10, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 20 juillet 1964 relatif au classement hiérarchique et à la carrière de certains agents des administrations de l'Etat.

Contrôleur adjoint des travaux (rang 20) : diplômes cités sous le titre niveau 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Rédacteur et rédacteur comptable (rang 20) : diplômes cités sous le titre niveau 2 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

Niveau 3 :

Ouvrier de précision D (rang 30) : diplômes cités sous le titre niveau 3 de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 92 — 2916

[C — 27506]

**17. SEPTEMBER 1992. — Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive
zur Festlegung des Statuts des Personals des « Institut scientifique de Service public »
(Wissenschaftliches Institut öffentlicher Dienststelle)**

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 98;

Aufgrund des Dekrets vom 7. Juni 1990 zur Errichtung des « Institut scientifique de Service public » insbesondere des Artikels 17;

Aufgrund des Einverständnisses des nationalen Ministers des öffentlichen Dienstes; ,

Aufgrund des Protokolls Nr. 51 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 12. April 1991;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten, beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugschützen Arbeiten,

Beschließt die Wallonische Regionalexekutive :

TITEL I. — Anwendungsbereich

Artikel 1. Der vorliegende Erlaß legt das Statut des wissenschaftlichen Personals des « Institut scientifique de Service public » (hierunter ISSEP abgekürzt) und des Verwaltungs-, des technischen und des Fach- und Dienstpersonals derselben Einrichtung fest.

TITEL II. — Statut des wissenschaftlichen Personals**KAPITEL I. — Die wissenschaftliche Laufbahn****Sektion 1. — Allgemeine Bestimmungen**

Art. 2. Die wissenschaftliche Laufbahn beim ISSEP besteht aus drei Rangklassen : Rangklasse A, Rangklasse B und Rangklasse C.

Die Rangklasse A besteht aus den Graden von Forschungsbeauftragten, ersten Forschungsbeauftragten und Forschungshauptbeauftragten.

Die Rangklasse B besteht aus dem Grad von chef der Arbeiten.

Die Rangklasse C besteht aus dem Grad von Hauptchef der Arbeiten.

Der fortwährende Aufstieg eines Bediensteten zu diesen verschiedenen Rangklassen wird auf ein wissenschaftliches Dienstalter sowie auf seine Befähigungsausweise und Verdienste begründet; er wird keiner frei gewordenen Stelle untergeordnet.

Er wird durch die Bestimmungen der Sektion 4 des vorliegenden Kapitels geregelt.

Art. 3. Unter wissenschaftlichem Dienstalter versteht man die Dauer der Aufgaben, die vom Bediensteten im Interesse des höheren oder wissenschaftlichen Unterrichts ausgeübt werden, auch wenn der Bedienstete, um diese auszuüben, nicht in Dienst gewesen ist.

Für das wissenschaftliche Dienstalter wird das folgende auch zulässig :

1° die Dauer der vom Bediensteten als Mitglied des Lehr- oder wissenschaftlichen Personals ausgeübten Dienste vor seinem Diensteintritt beim ISSEP, ebenfalls als freiwilliger Assistent einer belgischen Universität oder gleichgestellten Einrichtung, aufgrund der koordinierten Gesetze über die Verleihung von akademischen Titeln und das Programm der Universitätsprüfungen;

2° die Dauer der wissenschaftlichen Tätigkeit des Bediensteten, vor seinem Diensteintritt beim ISSEP als Empfänger einer Entlohnung oder Subvention, die wie folgt gewährt ist :

a) vom Nationalinstitut der Bergbauindustrie unter irgendwelchem Statut;

b) von der Belgischen Regierung, der Exekutive einer Gemeinschaft oder einer Region, dem versammelten Kollegium der gemeinsamen gemeinschaftlichen Kommission, einer von einer dieser Behörden oder von einem fremden Land, das mit Belgien oder einer Gemeinschaft durch eine kulturelle Vereinbarung verbunden ist, und das im Rahmen dieser Vereinbarung anerkannten internationalen Einrichtung;

c) von den Provinzen, Gemeinden, dem Nationalfonds für die Wissenschaftliche Forschung, den Forschungsanstalten der ehemaligen Kolonie vom Belgischen Kongo und der früher vom Belgien verwalteten Gebiete, sowie von jeden anderen öffentlichen oder privaten Dienststellen oder Einrichtungen für die wissenschaftliche Forschung oder für die Finanzierung der wissenschaftlichen Forschung, unter der Bedingung, daß diese Einrichtungen oder Dienststellen, bei denen die wissenschaftliche Tätigkeit ausgeübt worden ist, auf der Liste stehen, die von dem Minister, beauftragt mit der Koordination der Politik, auf Gutachten der Interministeriellen Kommission für die wissenschaftliche Politik, aufgestellt wird.

Die Dauer der von Bediensteten als Inhaber eines Amtes mit unvollständigen Leistungen ausgeübten Dienste, wird bis zur entsprechenden Höhe geschätzt.

Sektion 2. — Anwerbung

Art. 4. § 1. Beim ISSEP wird ein Kollegium der Direktoren, dessen Regelung von der Exekutive genehmigt wird und das als Direktionsrat funktioniert.

§ 2. Ein Ausschuß für die Anwerbung und die Beförderung — hierunter als « Ausschuß » bezeichnet — wird beim ISSEP errichtet und wird wie folgt zusammengesetzt :

1° als Vorsitzender : der Generaldirektor des ISSEP;

2° als Mitglieder :

a) die Sitzdirektoren des ISSEP, Berichterstatter oder ihrer Vertreter;

b) drei wissenschaftlichen Persönlichkeiten, die nicht aus dem ISSEP stammen. Diese Persönlichkeiten werden von der Exekutive auf doppeltem Vorschlag des Kollegiums der Direktoren des ISSEP bezeichnet, und vorzugsweise unter den wissenschaftlichen Vertretern der Wissenschaftlichen Kommission für die Orientierung der Einrichtung gewählt;

c) der interessierte Dienstleiter oder in Ermangelung davon ein Mitglied des wissenschaftlichen Personals des Instituts, das vom Kollegium der Direktoren bezeichnet wird;

3^o als Beobachter : der Generalsekretär der Abteilung der Wallonischen Region, die zuständig für den öffentlichen Dienst ist, oder sein Vertreter.

§ 3. Die Beschlüsse des Ausschusses werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefaßt; die Stimme des Vorsitzenden wird im Falle einer Gleichheit ausschlaggebend.

§ 4. Die Mitglieder des Ausschusses erhalten Vergütungen für Fahrt- und Aufenthaltskosten, die dem Personal der Dienststellen der Exekutive gewährt werden.

Für die Anwendung dieser Verordnungsbestimmungen werden die Mitglieder des Ausschusses, die dem Personal des ISSEP nicht angehören, den Beamten der Rangklasse 16 gleichgestellt.

Art. 5. Die Mitglieder des wissenschaftlichen Personals werden in der Rangklasse A angeworben.

Unbeschadet der Bestimmungen über die Überprüfung der körperlichen Tauglichkeit und jedoch unbeschadet der Anwendung des Artikels 48 des Vertrags vom 25. März 1957 zur Errichtung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft darf keiner für eine Stelle des wissenschaftlichen Personals angeworben werden, wenn er die folgenden Bedingungen nicht erfüllt :

- die belgische Staatsangehörigkeit besitzen,
- in Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein,
- den Wehrdienstpflichtgesetzen genügen,
- von guter Führung sein,
- das Alter von 45 Jahren nicht erreicht haben,
- in Besitz eines Diploms von Lizentiat, Ingenieur, Doktor, Apotheker, Agrégé, Handelsingenieur, Industrieingenieur oder Architekt, das nach mindestens vier Jahren Studien von einer belgischen Universität, von einer gemäß dem Gesetz über die Zuerkennung der akademischen Grade ihr gleichgestellten Einrichtung, von einer Unterrichtsanstalt des langen Typs oder von einer von der Regierung für die Zuerkennung der akademischen Grade errichteten Prüfungskommission,
- den ggf. von der Prüfungskommission bestimmten Sondertauglichkeiten genügen.

Art. 6. Im Falle einer frei gewordenen Stelle werden durch eine im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlichte Bekanntmachung Bewerber aufgerufen.

Diese Bekanntmachung gibt an :

- die frei gewordenen Stellen;
- die Zulässigkeitsbedingungen;
- die Frist und die Form der Anmeldungen sowie die vorzulegenden Belege.

Art. 7. Nach Überprüfung der eingereichten Bewerbungen ordnet die Prüfungskommission die Bewerber aufgrund ihrer wissenschaftlichen Titel und Vorzüge ein. Sie übermittelt der Exekutive ihre Vorschläge auf der Grundlage dieser begründeten Anordnung.

Sektion 3. — Mandaten und endgültige Ernennung

Die Bediensteten der Rangklasse A werden in die Reihenfolge ihrer Einordnung für ein Mandat von zwei Jahren ernannt, das zweimal erneuert werden kann.

Wenn die für außergewöhnlich gehaltenen Umstände es begründen darf dem Bediensteten ein einjähriges Mandat gewährt werden, das höchstens dreimal erneuert werden kann.

Am Ende jedes oben erwähnten Mandats gibt die Prüfungskommission zu Händen der Exekutive ein Gutachten über die wissenschaftlichen Vorzüge des betroffenen Bediensteten.

Die oben erwähnten Mandate werden von der Exekutive auf Vorschlag des Kollegiums der Direktoren gewährt.

Art. 9. Frühestens am Ende des zweiten Mandats dürfen die Bediensteten in einem Amt der Rangklasse A von der Exekutive auf Vorschlag des Kollegiums der Direktoren bestätigt werden.

Art. 10. Auf Vorschlag des Kollegiums der Direktoren und nach dem günstigen Gutachten der Prüfungskommission darf das der Anwerbung vorhergehende wissenschaftliche Dienstalter für die Berechnung jedes Mandats von der Exekutive valorisiert werden.

Art. 11. Für die Berechnung der Dauer des Mandats wird das folgende nicht berücksichtigt :

1^o die vollen Kalendermonate, während deren der Bedienstete seinen aktiven Dienst macht, der ggf. in Anwendung der Milizgesetze sowie mit den disziplinarischen Wiedereinberufungen verlängert wird;

2^o die vollen Kalendermonate, während deren der Bedienstete, Reserveoffizier, genehmigt worden ist, in Anwendung des Artikels 63 I. des Gesetzes vom 1. März 1958 über das Statut der Berufs- und Reserveoffizieren in einem Verband der Armeeestreitkräfte zu dienen;

3^o die vollen Kalendermonate, während deren der Bedienstete freiwillige Dienstleistungen in den Streitkräften in Anwendung des Artikels 4 1^o des Ministerialerlasses vom 13. Juli 1964 zur Festlegung der Dauer der freiwilligen Meldungen und Wiedermeldungen in Friedenszeiten macht;

4^o die vollen Kalendermonate, während deren der Bedienstete, Dienstverweiger aus Gewissensgründen, seinen aktiven Dienst in Anwendung der Artikel 17 bis oder 18 des Gesetzes vom 3. Juni 1964 über das Statut der Dienstverweiger aus Gewissensgründen sowie die disziplinarischen Wiedereinberufungen macht;

5^o die Abwesenheiten des Bediensteten als Folge seiner Befreiung des Militärdienstes in Anwendung des Artikels 16 1^o des Milizgesetzes.

Während der oben erwähnten Zeiträume hat der Bedienstete keinen Anspruch auf Gehalt.

Während der in den Punkten 1^o bis 4^o erwähnten Zeiträume behält der Bedienstete jedoch seinen Anspruch auf Gehaltsbeförderung.

Sektion 4. — Beförderung

Art. 12. Der Aufstieg zur Rangklasse B ist möglich für jeden Bediensteten, der die folgenden Bedingungen erfüllt :

- 1^o in der Rangklasse A (seit vier Jahren) bestätigt worden sein;

2° Inhaber eines nach dem öffentlichen Eintreten einer Dissertation erhaltenen Doktoratdiploms sein, oder in der Disziplin des Amtes den Nachweis über wissenschaftliche Arbeiten erbringen, die durch begründeten Erlaß der Exekutive nach günstiger Stellungnahme der Prüfungskommission einer Doktoratsdissertation gleichgestellt werden;

- 3° wissenschaftliche Tätigkeiten beweisen, deren Wert von die Prüfungskommission anerkannt wird;
4° ein wissenschaftliches Dienstalder von zehn Jahren haben.

Art. 13. Der Aufstieg zur Rangklasse C ist möglich für jeden Bediensteten, der die folgenden Bedingungen erfüllt :

1° Inhaber eines Diploms von Agrégé des höheren Unterrichts oder eines Sonderdoktoratsdiploms sein, oder in der Disziplin des Amtes den Nachweis über wissenschaftliche Arbeiten erbringen, die durch begründeten Erlaß der Exekutive nach günstiger Stellungnahme der Prüfungskommission einer Doktoratsdissertation gleichgestellt werden;

- 2° ein wissenschaftliches Dienstalder von zwölf Jahren (davon wenigstens zwei in der Rangklasse 2) haben.

Sektion 5. — Sonderbestimmungen

Art. 14. Die ausländischen Titel, die durch das Gesetz oder aufgrund des Gesetzes den erforderlichen Diplomen gleichgestellt worden sind, entsprechen diesen erforderlichen Diplomen.

KAPITEL II. — Führende Ämter

Art. 15. § 1. Die führenden Ämter des ISSEP beinhalten höchstens drei Stufen :

- die Stufe III;
- die Stufe II, und
- die Stufe I, die die höchste ist.

§ 2. Um in der Stufe I oder II der führenden Ämter ernannt zu werden, soll der Bewerber die Rangklasse B der wissenschaftlichen Laufbahn erreicht haben; die Stufe III der führenden Ämter ist zugänglich für die Bediensteten der drei Rangklassen der wissenschaftlichen Laufbahn.

§ 3. Die Bewerbungen für die Stufe I werden dem Vorsitzenden der Exekutive zugeschickt.

Die Bewerbungen für die Stufen II und III müssen dem Generaldirektor zugeschickt werden.

Die Bewerbungen müssen per Einschreibebrief innerhalb von zehn Tagen nach der Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt oder nach dem Empfang durch die betroffenen Bediensteten des die frei gewordene Stelle mitteilenden Schreibens zugeschickt werden.

§ 4. Die Bewerbungen für die führenden Ämter werden der Prüfungskommission mit der Bitte um Stellungnahme vorgelegt. Diese stellt einen ausführlichen Bericht aus, dessen Ergebnisse jedem Bewerber per Einschreibebrief mitgeteilt werden.

Jeder Bewerber verfügt über zehn Tage ab dem Datum der Einlieferung bei der Post des Einschreibebriefs, der die Ergebnisse des Berichtes beinhaltet, um der Prüfungskommission seine Beobachtungen mitzuteilen. Wenn erforderlich kann diese beschließen, die Bewerber anzuhören.

§ 5. Die Prüfungskommission stellt einen endgültigen ausführlichen Bericht aus. Dieser Bericht sowie die von den Bewerbern geschriebenen Beobachtungen und das Protokoll ihrer Anhörung werden der Exekutive zugeschickt.

Art. 16. Die Ernennungen zu den führenden Ämtern werden von der Exekutive ausgeführt. Sie werden im Falle einer frei gewordenen Stelle gewährt.

TITEL III. — Statut des Verwaltungs-, technischen, Fach- und Dienstpersonals

Sektion 1. — Allgemeine Bestimmungen

Art. 17. Die Grade, die die im Titel III erwähnten Bediensteten tragen dürfen, sind in der Anlage I verzeichnet.

Sektion 2. — Anwerbung und Beförderung

Art. 18. Keiner darf zum Bediensteten des ISSEP ernannt werden, wenn er die folgenden Bedingungen nicht erfüllt :

- 1° die Zulässigkeitsbedingungen, die für die zu verleihenden Stellen aufgezwungen sind, erfüllen;
2° die vorgesehene Zulassungsprüfung bestehen;
3° die Probezeit erfolgreich erfüllen.

Nach den von der Exekutive bestimmten Modalitäten soll der Bedienstete den Nachweis über seine für das auszuübende Amt aufgezwungene körperliche Tauglichkeit erbringen.

Art. 19. § 1. Keiner darf zum Bediensteten des ISSEP ernannt werden, wenn er die folgenden allgemeinen Zulässigkeitsbedingungen nicht erfüllt :

1° die belgische Staatsangehörigkeit besitzen, unbeachtet jedoch der Anwendung der Bestimmungen des Artikels 48 des Vertrags vom 25. März 1957 zur Errichtung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft;

- 2° von guter Führung sein;
3° in Besitz der bürgerlichen und politischen Rechte sein;
4° den Wehrdienstpflichtgesetzen genügen;
5° die Altersgrenze von 50 Jahren nicht erreicht haben;

6° Inhaber eines Diploms oder einer Studienbescheinigung sein im Verhältnis zu dem Grad, der nach den durch die Anlage II festgelegten Normen zu verleihen ist.

Die in den Punkten 5° und 6° angegebenen Bedingungen sollen für die Zulassung zur Anwerbungsprüfung erfüllt werden.

Wenn nicht anders in den Erlassen zur Durchführung des vorliegenden Statuts bestimmt ist, werden die Diplome oder Studienbescheinigungen zum Zugang zu einer bestimmten Stufe für die Zulassung zu einem in den minderen Stufen angeordneten Grad berücksichtigt.

§ 2. Auf Vorschlag des Kollegiums der Direktoren können gegebenenfalls besondere Zulässigkeitsbedingungen gemäß den folgenden Bestimmungen vorgeschrieben werden.

A. Eine von der Exekutive verordnete Regelung kann, wenn die Art der auszuübenden Ämter es erfordert :

- 1° für die Anwerbung zu einem bestimmten Grad eine Altersgrenze unter 50 Jahren festlegen;

2° für die Anwerbung zu bestimmten Graden oder bestimmten Stellen vorschreiben, Inhaber von in der Anlage II aufgezählten besonderen Diplomen oder Studienbescheinigungen zu sein.

Solange die in Artikel 19, § 2 erwähnten Regelungen nicht verordnet worden sind, kann die Exekutive zu den erforderlichen Diplomen oder Studienbescheinigungen andere Diplome oder Studienbescheinigungen des höheren Unterrichtsniveaus aber derselben Qualifikation hinzufügen.

B. Wenn diese Bedingung von den Bedürfnissen des Dienstes im Augenblick, wo die Prüfung abgehalten wird, begründet wird, kann die Exekutive für eine bestimmte Prüfung den Besitz von besonderen Diplomen oder Studienbescheinigungen vorschreiben, die unter den Diplomen oder Studienbescheinigungen bezeichnet sind, die im Verhältnis zu der Stufe des zu verleihenden Grades gemäß der dem vorliegenden Erlaß beigefügten Tabelle (Anlage II) sind.

C. Die Exekutive kann für eine bestimmte Anwerbungsprüfung die Bedingung eines Minimalalters oder besondere Bedingungen über die Berufsfähigkeit vorschreiben, die sich aus praktischen Kenntnissen oder aus der Ausübung einer früheren Tätigkeit ergeben, wenn solche Bedingungen von der Art der zu verleihenden Stellen begründet sind.

D. Wenn die Exekutive gute Gründe zu denken hat, daß die Bewerber nicht zahlreich genug sind, um genügende Laureaten zu haben, kann sie als Bewerber für eine bestimmte Prüfung die Studenten annehmen, die das letzte Schuljahr der für den Erhalt des verlangten Diploms oder der verlangten Studienbescheinigung erforderlichen Studien machen. In diesem Fall werden auch als Bewerber betrachtet, diejenigen die die Prüfung des vorletzten Jahres bestanden haben und die erklären, daß sie vor dem Zentralprüfungsausschuß für die Prüfung des letzten Jahres erscheinen werden.

Wenn die Bewerber, die in Anwendung des 1. Absatzes genehmigt sind, an einer Anwerbungsprüfung teilzunehmen, diese bestehen, können sie jedoch den Nutzen ihrer Einordnung zwecks der Ernennung, erst ab dem Tag, wo sie vor dem Kollegium der Direktoren das verlangte Diplom oder die verlangte Studienbescheinigung vorgelegt haben, geltend machen.

E. Wenn die Bedürfnisse der auszuübenden Ämter nicht dagegen sind, kann die Exekutive für die Anwerbung zu einem bestimmten Grad zusätzlich zu den in § 1 6° erwähnten Diplomen und Studienbescheinigungen die folgenden Diplomen und Studienbescheinigungen, die sie bezeichnet, annehmen :

- Diplome und Bescheinigungen des Unterrichts für Sozialförderung;
- nicht anerkannte Diplome und Bescheinigungen des Unterrichts der Künste mit vollem Stundenplan;
- Diplome und Bescheinigungen des berufsbildenden Unterrichts.

F. Die Exekutive kann für bestimmte Grade der Stufe 4 den Besitz von besonderen Diplomen und Bescheinigungen der Ausbildung, die sie bezeichnet, verlangen, wenn diese Bedingung durch einen technischen oder spezialisierten Charakter der auszuübenden Ämter begründet ist.

§ 3. Die anderen Zulässigkeitsbedingungen werden von der Exekutive bestimmt.

§ 4. Unbeschadet des § 1 5° wird den Bewerbern, die im Dienst beim Nationalinstitut der Bergbauindustrie vor dem Alter von 50 Jahren eingetreten sind, eine Befreiung der Bedingung über die Grenzalter gewährt.

Art. 20. Eine hierunter als « Kommission » bezeichnete Prüfungskommission für die Anwerbung und die Beförderung wird beim ISSEP errichtet und wird wie folgt zusammengesetzt :

1° als Vorsitzender : der Generaldirektor des ISSEP;

2° als Mitglieder :

a) der Verwaltungsdirektor, Berichterstatter oder sein Vertreter;

b) der Direktor des betreffenden Sitzes;

c) drei Persönlichkeiten, die von der Exekutive bezeichnet werden, infolge ihrer hohen verwaltungsmäßigen oder technischen Bedeutung;

3° als Beobachter : der Generalsekretär der Abteilung der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört, oder sein Vertreter.

Art. 21. Die Bewerber, die die Anwerbungsprüfungen bestanden haben und die die verlangten Bedingungen erfüllen, sind als zulässig erklärt und von der Exekutive auf Probezeit zugelassen. Sie werden in Dienst als einer auf Probezeit angestellter Beamter einberufen und einer offenen Dauerplanstelle zugeteilt.

Art. 22. Der auf Probezeit angestellte Beamte, der als fähig anerkannt ist, wird von der Exekutive ernannt.

Art. 23. Unbeschadet der in Artikel 25 erwähnten Bestimmungen wird die Grundordnung des ISSEP das Verfahren für die Beförderung des Verwaltungs-, des technischen, Fach- und Dienstpersonals beschließen.

Die Bediensteten des ISSEP unterliegen jedoch den im Königlichen Erlaß vom 8. Januar 1973 erwähnten Regelungen zur Festlegung des Statuts des Personals mancher Einrichtungen öffentlichen Interesses, was die Gradbeförderung, die Änderung des Grades oder den Aufstieg zum höheren Grad betrifft.

TITEL IV. — Gemeinsame Bestimmungen des wissenschaftlichen Personals und des Verwaltungs-, technischen und Fachpersonals

Art. 24. Auf Vorschlag des Kollegiums der Direktoren erklärt die Exekutive die Stellen frei.

Art. 25. § 1. Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Erlasses unterliegen die Mitglieder des Personals, für den er anwendbar ist, den Vorschriften, die für die Staatsbediensteten das folgende regeln :

1° die Pflichte und die Unvereinbarkeiten;

2° die Probezeit der Bewerber;

3° die persönliche Verantwortlichkeit;

4° die verwaltungsmässigen Stellungen;

5° die Urlaube;

6° das Dienstalter und Dienstalter im Grad;

7° die Zulagen und Vergütungen jeder Art;

8° das gewerkschaftliche Statut;

9° die vorübergehende Entlassung im Interesse des Dienstes;

10° die Disziplinarordnung;

11° die Beendigung der Ämter;

12° die Kontrollen der körperlichen Tauglichkeiten;

13° die Beurteilung.

§ 2. In Abweichung des § 1 unterliegt das wissenschaftliche Personal nicht den Bestimmungen, die für die Staatsbediensteten die Probezeit, das Dienstalter des Grades und die Beurteilung regeln.

Art. 26. Wenn es Anlaß besteht, die Bestimmungen des Statuts der Staatsbediensteten anzuwenden, versteht man unter :

- Minister : die Exekutive;
- Direktionsrat, Generalsekretär und Verwaltungsdirektor : das Kollegium der Direktoren;
- Bedienstete : das Mitglied des wissenschaftlichen, Verwaltungs-, technischen, Fach- und Dienstpersonals;
- Ministerium : das ISSEP.

Art. 27. In Abweichung der in Artikel 25 erwähnten Disziplinarordnung wird die Aufgabe, die den im Königlichen Erlaß vom 2. Oktober 1937 zur Festlegung des Statuts der Staatsbediensteten, sowie er insbesondere durch die Königlichen Erlasse vom 18. März 1964 abgeändert worden ist, Kammern der Einsprüche zugefallen ist, wie folgt ausgeübt :

a) für das wissenschaftliche Personal von einem beim Institut errichteten Kammer der Einsprüche, das wie folgt zusammengesetzt wird :

- 1° ein von der Exekutive ernannter Vorsitzender, effektiver oder ehrenamtlicher Amtsträger;
- 2° vier Beisitzer, die unter den Mitgliedern des wissenschaftlichen Personals ausgewählt und wenigstens 35 Jahre alt sind.

Die Beisitzer werden halb von der Exekutive unter den zu einem führenden Amt ernannten Mitgliedern des wissenschaftlichen Personals und halb von den im Sektorenausschuß XVI vertretenen Gewerkschaften bezeichnet;

- 3° ein Gerichtssekretär, von der Exekutive bezeichneter Beamter;
- 4° Stellvertretende, d. h. ein Vorsitzender, Beisitzer und ein Gerichtssekretär, die wie die effektiven Mitglieder bezeichnet sind;

b) für das Verwaltungs-, technischen, Fach- und Dienstpersonal von einem beim Institut errichteten Berufungskammer, das wie folgt zusammengesetzt wird :

- 1° ein von der Exekutive ernannter Vorsitzender, effektiver oder ehrenamtlicher Amtsträger;
- 2° vier Beisitzer, die unter den Mitgliedern des ISSEP ausgewählt werden und wenigstens 35 Jahre alt sind.

Die Beisitzer werden halb von der Exekutive unter den zu einem führenden Amt ernannten Mitgliedern des ISSEP und halb von den im Sektorenausschuß XVI vertretenen Gewerkschaften bezeichnet;

- 3° ein Gerichtssekretär, von der Exekutive bezeichneter Beamter;
- 4° Stellvertretende, d. h. ein Vorsitzender, Beisitzer und ein Gerichtssekretär, die wie die effektiven Mitglieder bezeichnet werden.

TITEL V. — Übergangsbestimmungen

Art. 28. Die aus der Wallonischen Region versetzten technischen vertragsangestellten Gehilfen, die Inhaber eines Diploms A2 oder eines Diploms der Oberstufe des Sekundarunterrichts zusammen mit einer geeigneten Erfahrung von fünf Jahren im Gebiet der zu verleihenden Stelle sind, werden übergangsweise zu den Anwerbungsprüfungen eines Forschungstechnikers im Rahmen des Grundstellenplanes des ISSEP zugelassen.

TITEL VI. — Schlußbestimmungen

Art. 29. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Verwaltung gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. September 1992.

Der Vorsitzende der Exekutive,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, und den Auswärtigen Beziehungen,
G. SPITAEELS

Der Minister der Inneren Angelegenheiten,
beauftragt mit den Lokalen Behörden, der Verwaltung und den Bezugsarbeiten,
G. MATHOT

Anlage I

Liste der Dienstgrade des Verwaltungs-, technischen, Fach- und Dienstpersonals

1. Verwaltungspersonal :

Stufe 1 :

- Rangklasse 14 : dienstleitender erster Berater
erster Berater
- Rangklasse 13 : Berater
- Rangklasse 12 : dienstleitender beigeordneter Berater
- Rangklasse 11 : beigeordneter Berater
- Rangklasse 10 : Verwaltungssekretär

Stufe 2 :

- Rangklasse 25 : Sekretariatsbeigeordneter 1. Klasse
Sekretariatsbeigeordneter
- Rangklasse 24 : Verwaltungschef
- Rangklasse 23 : Revisor-Buchhalter 1. Klasse
beigeordneter Bibliothekar 1. Klasse
- Rangklasse 22 : Revisor-Buchhalter
beigeordneter Bibliothekar
Hauptdirektionssekretär
untergeordneter Bürochef
- Rangklasse 21 : Direktionssekretär
Überprüfer-Buchhalter

Rangklasse 20: Sachbearbeiter-Buchhalter
Sachbearbeiter

Stufe 3 :

Rangklasse 35: erster Chefkommis

Rangklasse 34: Chefkommis-Stenodaktylograph
Chefkommis-Daktylograph
Chefkommis

Rangklasse 32: Hauptkommis-Stenodaktylograph
Hauptkommis-Daktylograph
Hauptkommis

Rangklasse 30: Kommis-Stenodaktylograph
Kommis-Daktylograph
Kommis

2. Den Forschungsgruppen angehörendes technisches Personal

Stufe 2 :

Rangklasse 25: graduiertes Hauptforschungstechniker

Rangklasse 24: graduiertes Forschungstechniker

Rangklasse 23: Hauptforschungstechniker

Rangklasse 22: Forschungstechniker

3. Technisches und Arbeiterspersonal der Prototyp- und Dienstwerkstatt

Stufe 2 :

Rangklasse 25: technischer Beigeordneter 1. Klasse

Rangklasse 24: Hauptkontrolleur der Arbeiten

Rangklasse 22: Kontrolleur der Arbeiten

Rangklasse 20: beigeordneter Kontrolleur der Arbeiten

Stufe 3 :

Rangklasse 35: Leiter der Werkstätte

Rangklasse 34: Werkstattsleiter 1. Klasse
Werkstattsleiter 3. Klasse

Rangklasse 32: ausgewählter Hauptarbeiter B
Werkmeister 2. Klasse

Rangklasse 30: Präzisionsarbeiter D

Stufe 4 :

Rangklasse 44: erster Facharbeiter A

Rangklasse 43: erster Facharbeiter

Rangklasse 42: qualifizierter Arbeiter B

Rangklasse 41: qualifizierter Arbeiter A

Rangklasse 40: Hilfsarbeiter B

— Anlage II

—

Diplome

—

Die Diplome oder Zeugnisse, die für die Zulassung zum ISSEP als Mitglied des Verwaltungs-, technischen, Fach- und Dienstpersonals berücksichtigt sind, sind nach den Stufen und Graden die folgenden :

Stufe 1 :

Verwaltungssekretär (Rangklasse 10) : Diplome, die unter dem Titel Stufe 1 in der Anlage 1 des Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1937 angegeben sind.

Stufe 2 :

Forschungstechniker und Kontrolleur der Arbeiten (Rangklasse 2) : Diplom des höheren Unterrichts des kurzen Typs und mit vollem Stundenplan; Diplom vom technischen Ingenieur; Diplom einer Sektion, die im höheren Wirtschafts- oder Sozialunterricht des kurzen Typs und für Sozialförderung eingeordnet ist; Diplom oder Zeugnis der Kandidatur.

Bescheinigung des Bestehens der zwei ersten Schuljahre der polytechnischen Sektion oder der Sektion « alle Waffen » der Königlichen Militärschule.

Revisor-Buchhalter (Rangklasse 22) : Diplom eines Graduierten in Buchhaltung, das im höheren Unterricht des kurzen Typs mit vollem Stundenplan oder für Sozialförderung eingeordnet ist.

Beigeordneter Bibliothekar (Rangklasse 22) : Diplom eines Graduierten in Bibliothekswissenschaft und Dokumentation, das im höheren Unterricht des kurzen Typs und mit vollem Stundenplan oder für Sozialförderung eingeordnet ist.

Direktionssekretär (Rangklasse 21) : Diplome, die in Artikel 10 Absatz 1 des Königlichen Erlasses vom 20. Juli 1964 über die hierarchische Ordnung und die Laufbahn gewisser Bediensteten der Staatsverwaltung angegeben sind.

Beigeordneter Kontrolleur der Arbeiten (Rangklasse 20) : Diplome, die unter dem Titel Stufe 2 der Anlage 1 des Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1937 angegeben sind.

Sachbearbeiter und Sachbearbeiter -Buchhalter (Rangklasse 20) : Diplome, die unter dem Titel Stufe 2 der Anlage 1 des Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1937 angegeben sind.

Stufe 3 :

Präzisionsarbeiter D (Rangklasse 30) : Diplome, die unter dem Titel 3 der Anlage 1 des Königlichen Erlasses vom 2. Oktober 1937 angegeben sind.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 92 — 2916

[C — 37506]

**17 SEPTEMBER 1992. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
houdende vaststelling van het statuut van het personeel van het « Institut scientifique de Service public »
(Wetenschappelijk instituut van openbare dienst)**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 96;
Gelet op het decreet van 7 juni 1990 houdende oprichting van het « Institut scientifique de Service public en Région wallonne (ISSEP) » (Wetenschappelijk instituut van openbare dienst in het Waalse Gewest), inzonderheid op artikel 17;

Gelet op de instemming van de Nationale Minister van Openbaar Ambt;
Gelet op het protocol nr. 51 van het Sectorcomité nr. XVI van 12 april 1991;
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;
Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

Besluit :

TITEL I. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Het statuut van het wetenschappelijk personeel van het « Institut scientifique de Service public » (ISSEP afgekort) en van het administratief personeel, van het technisch personeel, alsook van het vak- en dienstpersoneel van dezelfde instelling, wordt bij dit besluit vastgelegd.

TITEL II. — Statuut van het wetenschappelijk personeel**HOOFDSTUK I. — De wetenschappelijke loopbaan****Afdeling 1. — Algemene bepalingen**

Art. 2. De wetenschappelijke loopbaan bij het ISSEP bestaat uit drie rangen : rang A, rang B en rang C.

Rang A bevat de graden van gecommiteerd onderzoeker, eerste gecommiteerd onderzoeker en eerstaanwendend gecommiteerd onderzoeker.

Rang B bevat de graad van werkleider.

Rang C bevat de graad van eerstaanwendend werkleider.

De opeenvolgende toegang van een ambtenaar tot deze verschillende rangen geschiedt op basis van een wetenschappelijke anciënniteit en van zijn titels en verdiensten; hij is niet onderworpen aan een vacante betrekking.

Hij is geregeld door de bepalingen van afdeling 4 van dit hoofdstuk.

Art. 3. Onder wetenschappelijke anciënniteit dient te worden verstaan de duur van de door de ambtenaar uitgevoerde opdrachten in het belang van het hoger onderwijs of van de wetenschap, zelfs als de ambtenaar zich in non-activiteit bevond om ze uit te voeren.

Komen ook in aanmerking voor de wetenschappelijke anciënniteit :

1° de duur van de door de ambtenaar gepresteerde diensten vóór zijn indienstneming bij het ISSEP in de hoedanigheid van lid van het onderwijs- of wetenschappelijk personeel, met inbegrip van de vrijwillige assistenten, van een Belgische universiteit of van een ermee gelijkgestelde inrichting overeenkomstig de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens;

2° de duur van de wetenschappelijke activiteiten van de ambtenaar vóór zijn indienstneming bij het ISSEP als rechthabende van een bezoldiging of van een toelage die toegekend werd door :

a) het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven onder welk statuut dan ook;

b) de Belgische Regering, de Executieve van een Gemeenschap of van een Gewest, het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Communautaire Commissie, een internationale instelling erkend door een dezer overheden, of een vreemd land dat verbonden is met België of een Gemeenschap door een cultureel akkoord en dit in het kader van dat akkoord;

c) de provincies, gemeenten, het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, de vorsingsinstellingen van de oude kolonie van Belgisch Congo en de voorheen door België geadmireerde gebieden, alsook alle andere openbare of privé diensten of instellingen van wetenschappelijk onderzoek of van financiering van het wetenschappelijk onderzoek, onder voorwaarde dat deze instellingen of diensten, waar de wetenschappelijke activiteit uitgeoefend werd, op de lijst vermeld zijn, die opgemaakt werd door de Minister belast met de beleidscoördinatie op advies van de interministeriële commissie van het wetenschapsbeleid.

De duur van de diensten verricht als titularis van een functie met onvolledige prestaties wordt naargelang geraamd.

Afdeling 2. — Werving

Art. 4. § 1. Bij het ISSEP wordt er een College van directeurs ingesteld waarvan het reglement door de Executieve goedgekeurd wordt en dat als Directieraad werkt.

§ 2. Bij het ISSEP wordt er een wervings- en promotiecommissie ingesteld, hierna aangeduid door de woorden « de commissie » en samengesteld als volgt :

1° in de hoedanigheid van voorzitter : de directeur-generaal van het ISSEP;

2° in de hoedanigheid van leden :

a) de directeurs van de zetels van het ISSEP, verslaggevers, of hun plaatsvervangers;

b) drie wetenschappelijke personaliteiten die vreemd aan het ISSEP zijn. Deze personaliteiten worden door de Executieve aangesteld, op dubbele voorstelling van het College van directeurs van het ISSEP en gekozen bij voorkeur onder de wetenschappelijke afgevaardigden van de Wetenschappelijke Oriëntatiecommissie van de instelling;

c) het betrokken diensthoofd of, bij gebreke, een door het College van directeurs aangesteld lid van het wetenschappelijk personeel van het Instituut;

3° in de hoedanigheid van waarnemer : de secretaris-generaal van het Departement van het Waalse Gewest, tot wiens bevoegdheden het openbaar ambt behoort, of zijn afgevaardigde.

§ 3. De beslissingen van de commissie worden bij gewone meerderheid der stemmen genomen, die van de voorzitter zijnde doorslaggevend in geval van staking der stemmen.

§ 4. De leden van de commissie hebben recht op de aan het personeel van de diensten van de Executieve toegekende vergoedingen voor reis- en verblijfkosten.

Voor de toepassing van deze reglementaire bepalingen worden de leden van de commissie, die niet deel uitmaken van het personeel van het ISSEP, gelijkgesteld met ambtenaren van rang 16.

Art. 5. De leden van het wetenschappelijk personeel worden aangeworven in rang A.

Onverminderd de bepalingen betreffende de controle op lichamelijke geschiktheid en onverminderd de toepassing van artikel 48 van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, kan niemand aangeworven worden voor een betrekking bij het wetenschappelijk personeel, indien hij niet aan volgende voorwaarden voldoet :

- Belg zijn;
- de burgerlijke en politieke rechten genieten;
- aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;
- van onberispelijk gedrag zijn;
- de leeftijdsgrens van 45 jaar niet bereikt hebben;
- houder zijn van een diploma van licentiaat, van ingenieur, van doctor, van apotheker, van geaggregeerde, van handelsingenieur, van industrieel ingenieur of van architect, uitgereikt na minstens vier studie jaren door een Belgische universiteit, door een van de krachtens de wetten op het toekennen van de academische graden daarmee gelijkgestelde instellingen, door een instelling van het lange type of door een van de door de Regering ingestelde commissies voor het toekennen van de academische graden;
- indien nodig, voldoen aan de door de commissie vastgestelde bijzondere geschiktheden.

Art. 6. In geval van openstaande betrekkingen wordt er beroep gedaan op de gegadigden bij middel van een bericht dat in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd wordt.

Dit bericht vermeldt :

- 1° de openstaande betrekkingen;
- 2° de toelatingsvoorwaarden;
- 3° de inschrijvingstermijn en de vorm van de kandidaturen, alsook de voor te leggen stukken.

Art. 7. Nadat de commissie de kandidaturen onderzocht heeft, worden de gegadigden door haar gerangschikt op basis van hun wetenschappelijke titels en bekwaamheden. Zij doet voorstellen aan de Executieve op basis van deze gemotiveerde rangschikking.

Afdeling 3. — Mandaten en vaste benoeming

Art. 8. De ambtenaren van rang A worden benoemd volgens de orde van hun rangschikking voor een mandaat van twee jaar, dat tweemaal hernieuwbaar is.

Indien het gerechtvaardigd is wegens uitzonderlijke omstandigheden, kan een bijkomend mandaat van een jaar, dat maximum driemaal hernieuwbaar is, aan de ambtenaar toegekend worden.

Op het einde van elk der hierboven vermelde mandaten, maakt de commissie een verslag betreffende de wetenschappelijke verdiensten van de in aanmerking komende ambtenaar aan de Executieve over.

De hierboven vermelde mandaten worden door de Executieve toegekend, op de voordracht van het College van directeurs.

Art. 9. Ten vroegste op het einde van het tweede mandaat kunnen de ambtenaren door de Executieve bevestigd worden in een functie van rang A, op de voordracht van het College van directeurs.

Art. 10. Op de voordracht van het College van directeurs en op voorwaarde dat de commissie een gunstig advies geeft, kan de wetenschappelijke anciënniteit, die de aanwerving voorafgaat, voor de berekening van elk mandaat door de Executieve gevaloriseerd worden.

Art. 11. Voor de berekening van de duur van de mandaten, wordt er geen rekening gehouden met :

1° de volledige kalendermaanden tijdens dewelke de ambtenaar zijn werkelijke diensttijd vervult, die eventueel verlengd wordt bij toepassing van de dienstplichtwetten, alsook de disciplinaire wederoproeping;

2° de volledige kalendermaanden tijdens dewelke de ambtenaar, als reserveofficier, gemachtigd werd in een formatie van de krijgsmacht te dienen bij toepassing van artikel 63, § 1, van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren;

3° de volledige kalendermaanden tijdens dewelke de ambtenaar vrijwillige dienstnemeningen in de strijdkrachten vervult bij toepassing van artikel 4, 1°, van het ministerieel besluit van 13 juli 1964 tot vaststelling van de duur der vrijwillige dienstnemeningen en wederdienstnemeningen in vreedstijd;

4° de volledige kalendermaanden tijdens dewelke de ambtenaar, als gewetensbezwaarde, zijn diensttijd vervult bij toepassing van de artikelen 17bis of 18 van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, alsook de disciplinaire wederoproeping;

5° de afwezigheden van de ambtenaar die het gevolg zijn van zijn dienstvrijstelling bij toepassing van artikel 16, § 1, van de dienstplichtwetten.

Gedurende de hierboven vermelde periodes heeft de ambtenaar geen recht op enige bezoldiging.

Gedurende de sub 1° tot 4° vermelde periodes, bewaart de ambtenaar echter zijn aanspraak op bezoldigingsbevoordering.

Afdeling 4. — Bevordering

Art. 12. De toegang tot rang B is mogelijk voor ieder ambtenaar die voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° (sinds vier jaar) in rang A bevestigd zijn;

2° houder zijn van het diploma van doctor behaald ten gevolge van een openbare verhandeling, of wetenschappelijke studies met betrekking tot de vakken van zijn functie rechtvaardigen, die kunnen worden gelijkgesteld met een doctoraatsverhandeling bij gemotiveerde beslissing van de Executieve en op gunstig advies van de commissie;

- 3° wetenschappelijke activiteiten rechtvaardigen waarvan de waarde door de commissie erkend wordt;
4° een wetenschappelijke anciënniteit van tien jaar tellen.

Art. 13. De toegang tot rang C is mogelijk voor ieder ambtenaar die voldoet aan de volgende voorwaarden :

1° houder zijn van het diploma van gegregreerde van het hoger onderwijs of van speciaal doctor, of wetenschappelijke studies met betrekking tot de vakken van zijn functie rechtvaardigen, die kunnen worden gelijkgesteld met een doctoraatsverhandeling bij gemotiveerde beslissing van de Executieve en op gunstig advies van de commissie;

- 2° een wetenschappelijke anciënniteit van twaalf jaar tellen, waarvan minstens twee in rang B.

Afdeling 5. — Bijzondere bepalingen

Art. 14. Worden gelijkgesteld met de vereiste diploma's, de buitenlandse titels die ermee gelijkgesteld zijn door de wet of krachtens de wet.

HOOFDSTUK II. — Leidende functies

Art. 15. § 1. Bij het ISSEP bestaan de leidende functies uit maximum drie graden :

- de graad III;
- de graad II, en
- de graad I, die de hoogste is.

§ 2. Om benoemd te worden tot graad I of II van de leidende functies, moet de gegadigde de rang B van de wetenschappelijke loopbaan bereikt hebben; de graad III van de leidende functies is toegankelijk voor de ambtenaren van de drie rangen van de wetenschappelijke loopbaan.

§ 3. De kandidaturen voor graad I worden bij de voorzitter van de Executieve ingediend.

De kandidaturen voor graden II en III moeten bij de directeur-generaal ingediend worden.

De kandidaturen moeten per aangetekende brief ingediend worden binnen de tien dagen van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* of vanaf het ogenblik dat de betrokken ambtenaren het bericht ontvangen waarbij de openstaande betrekking wordt bekendgemaakt.

§ 4. De kandidaturen voor de leidende functies worden aan het advies van de commissie onderworpen. Deze maakt een omschreven verslag op, waarin de conclusies bij aangetekend schrijven ter kennis van iedere gegadigde gebracht worden.

Iedere gegadigde beschikt over tien dagen om zijn opmerkingen aan de commissie te betekenen vanaf de neerlegging, bij de post, van de aangetekende brief met de conclusies van het verslag. In voorkomend geval, kan de commissie beslissen de kandidaten te verhoren.

§ 5. De commissie maakt een definitief en gedetailleerd verslag op. Dit verslag, en de schriftelijke opmerkingen van de gegadigden, alsook het verslag van hun verhoor, worden aan de Executieve overgemaakt.

Art. 16. De benoemingen tot de leidende functies worden door de Executieve gedaan. Zij worden besproken in geval van openstaande betrekking.

TITEL III. — Statuut van het administratief personeel, van het technisch personeel en van het vak- en dienstpenseel.

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 17. De graden die door de in titel III bedoelde ambtenaren gedragen kunnen worden, zijn opgenomen in bijlage I.

Afdeling 2. — De werving en de bevordering

Art. 18. Niemand kan tot ambtenaar bij het ISSEP benoemd worden indien hij niet voldoet aan de volgende voorwaarden :

- 1° de voor de te begeven betrekking vastgestelde toelaatbaarheidsvereisten vervullen;
2° het voorziene vergelijkend examen slagen;
3° de proeftijd met goed gevolg vervullen.

De ambtenaar moet de voor de uit te oefenen functie vereiste lichamelijke geschiktheid rechtvaardigen volgens de door de Executieve bepaalde modaliteiten.

Art. 19. Niemand kan tot ambtenaar bij het ISSEP benoemd worden indien hij de volgende algemene toelaatbaarheidsvereisten niet vervult :

- 1° Belg zijn, onverminderd de toepassing van artikel 48 van het Verdrag van 25 maart 1957 tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap;
2° van onberispelijk gedrag zijn;
3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;
4° aan de dienstplichtwetten voldoen;
5° de leeftijdsgrens van 50 jaar niet bereikt hebben;
6° houder zijn van een diploma of studiegetuigschrift met betrekking tot de te begeven graad volgens de in bijlage II vastgestelde normen.

De sub 5° en 6° vermelde voorwaarden moeten vervuld zijn voor de toelating tot het vergelijkend examen.

Voor de toelating tot een van de in de minst hoge niveau's ingedeelde graden, wordt er rekening gehouden met de diploma's of studiegetuigschriften, die toegang geven tot een bepaald niveau, tenzij het tegengestelde bepaald wordt in de besluiten tot uitvoering van dit statuut.

§ 2. Indien nodig en op de voordracht van het College van directeurs kunnen bijzondere toelaatbaarheidsvereisten overeenkomstig de hierna volgende bepalingen opgelegd worden :

A. Een door de Executieve opgemaakt reglement kan, indien de aard van de uit te oefenen functies het vergt :

- 1° voor de werving voor een bepaalde graad, een leeftijdsgrens, die lager is dan vijftig jaar, vaststellen;
2° voor de werving voor bepaalde graden of voor bepaalde functies, het houden van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften opleggen welke opgenomen zijn in de lijst in bijlage II.

Zolang de in artikel 19, § 2, bedoelde reglementen niet goedgekeurd zijn, kan de Executieve andere diploma's of getuigschriften, die toebehoren tot het hoger onderwijs, maar die van dezelfde kwalificatie zijn, bij de vereiste diploma's of studiegetuigschriften voegen.

B. Wanneer deze vereiste verrechtvaardigd is door de behoeften van de dienst op het moment dat het wervingsexamen ingericht is, kan de Executieve, voor een bepaald wervingsexamen, het houden van bijzondere diploma's of studiegetuigschriften opleggen, die een verband hebben met het niveau van de te begeven graad volgens de bij dit besluit gevoegde tabel (bijlage II).

C. Voor een bepaald wervingsexamen kan de Executieve de vereiste van een minimum leeftijdsgrens of bijzondere beroepsgeschiktheidsvereisten, die bestaan uit een kennis van de praktijk of uit het uitoefenen van een vorige activiteit, opleggen indien zulke vereisten door de aard van de te begeven betrekkingen gerechtvaardigd zijn.

D. Wanneer de Executieve redenen heeft te denken dat de gegadigden niet talrijk genoeg zullen zijn om voldoende geslaagden op te leveren, kan zij de studenten, die het laatste studiejaar doen van de vereiste studies voor het behalen van het vereiste diploma of studiegetuigschrift, als gegadigde voor een bepaald wervingsexamen toelaten. In dat geval, worden ook toegelaten als gegadigde, zij die voor de examens van het voorlaatste jaar geslaagd zijn en die verklaren dat zij de examens van het laatste jaar voor de examencommissie van de Staat zullen afleggen.

Indien de gegadigden, die gemachtigd zijn krachtens het eerste lid om deel te nemen aan een wervingsexamen, ervoor slagen, mogen zij echter het voordeel van hun rangschikking tussen de geslaagde kandidaten met het oog op een benoeming enkel doen gelden vanaf het ogenblik dat zij het vereiste diploma of studiegetuigschrift voor het College van directeurs kunnen voorleggen.

E. Wanneer de behoeften van de uit te oefenen functies zich er niet tegen verzetten, kan de Executieve, voor de werving tot een bepaalde graad, de hierna volgende door haar bepaalde diploma's en getuigschriften erkennen, ter aanvulling van de in § 1, 6°, vermelde diploma's en studiegetuigschriften :

- diploma's en getuigschriften van het onderwijs voor sociale promotie;
- niet-gehomologeerde diploma's en getuigschriften van het kunstonderwijs met volledig leerplan;
- diploma's en getuigschriften van het beroepsonderwijs.

F. Voor de aanwerving tot bepaalde graden van niveau 4, kan de Executieve het houden van bijzondere opleidingsdiploma's of -getuigschriften eisen, die zij bepaalt wanneer deze voorwaarde gerechtvaardigd is door de technische of gespecialiseerde aard van de waar te nemen functies.

§ 3. De andere toelaatbaarheidsvereisten worden door de Executieve bepaald.

§ 4. In afwijking van § 1, 5°, wordt de vrijstelling van de voorwaarde betreffende de leeftijdsgrens toegestaan aan de kandidaten die bij het Nationaal Instituut voor de Extractiebedrijven in dienst getreden zijn voor de leeftijd van 50 jaar.

Art. 20. Bij het ISSEP wordt er een wervings- en promotiecommissie ingesteld, hierna volgend aangeduid door de woorden « de commissie » en samengesteld als volgt :

1° in de hoedanigheid van voorzitter : de directeur-generaal van het ISSEP;

2° in de hoedanigheid van leden :

a) de administratief directeur, verslaggever, of zijn afgevaardigde;

b) de directeur van de betrokken zetel;

c) drie personaliteiten, die aangeduid zijn door de Executieve wegens hun grote administratieve of technische bekwaamheid;

3° in de hoedanigheid van waarnemer : de secretaris-generaal van het Departement van het Waalse Gewest, tot wiens bevoegdheden het openbaar ambt behoort, of zijn afgevaardigde.

Art. 21. De geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen, die aan de eisen voldoen en die toelaatbaar verklaard werden, zijn door de Executieve tot de proeftijd toegelaten. Zij worden als stagiair in dienst geroepen en aangesteld voor een openstaande duurzame betrekking.

Art. 22. De stagiair, die als geschikt beoordeeld is, wordt door de Executieve benoemd.

Art. 23. Onverminderd de bepalingen opgenomen in artikel 25, zal het organiek reglement van het ISSEP de promotieprocedure van het administratief en technisch personeel, alsook van het vak- en dienstpneoneel vastleggen.

Nochtans, wat betreft de bevordering in graad, de verandering van graad en de overgang naar het hoger niveau, zijn de ambtenaren van het ISSEP onderworpen aan de regels opgenomen in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

TITEL IV. — Bepalingen die algemeen zijn voor het wetenschappelijk personeel, alsook voor het administratief, vak- en dienstpneoneel

Art. 24. Op de voordracht van het College van directeurs worden de betrekkingen door de Executieve als openstaand verklaard.

Art. 25. § 1. Onverminderd de bepalingen van dit statuut, zijn de personeelsleden op wie het betrekking heeft, onderworpen aan de voorschriften die :

1° de plichten en onverenigbaarheden;

2° de stage van de kandidaten;

3° de persoonlijke verantwoordelijkheid;

4° de administratieve stand;

5° het vakantieverlof;

6° de graad- en dienstanciënniteit;

7° de toelagen en vergoedingen van alle aard;

8° het syndicaal statuut;

9° de schorsing in het belang van de dienst;

10° de tuchtmaatregelen;

11° de ambtsneerlegging;

12° de controle op lichamelijke geschiktheid;

13° de beoordeling,

voor de rijksambtenaren regelen.

§ 2. In afwijking van § 1 is het wetenschappelijk personeel niet onderworpen aan de beschikkingen die, wat betreft de rijksambtenaren, de stage, de graadanciënniteit en de beoordeling regelen.

Art. 26. Wanneer de beschikkingen van het statuut van de rijksambtenaren toegepast moeten worden, dient te worden verstaan onder :

- de Minister : de Executieve;
- de raad van bestuur, de secretaris-generaal en de bestuursdirecteur : het College van directeurs;
- ambtenaar : het lid van het wetenschappelijk, administratief, technisch, vak- en dienstpersoneel;
- Ministerie : het ISSEP.

Art. 27. In afwijking van de in artikel 25 bedoelde tuchtmaatregelen, wordt de opdracht toegekend aan de Kamers van beroep, die bedoeld zijn in het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, zoals gewijzigd onder meer door de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, waargenomen :

a) wat het wetenschappelijk personeel betreft, door een bij het Instituut ingerichte Kamer van beroep, bestaande uit :

- 1° een voorzitter, werkend of eremagistraat, aangesteld door de Executieve;
- 2° vier assessoren gekozen onder de leden van het wetenschappelijk personeel en die minstens 35 jaar oud zijn.

De assessoren worden, voor een helft, door de Executieve aangesteld onder de leden van het wetenschappelijk personeel die in een leidende functie benoemd zijn, en voor de andere helft, door de in het Sektorcomité XVI aanwezige syndicale organisaties;

3° een griffier, door de Executieve aangestelde ambtenaar;

4° plaatsvervangers, met name een voorzitter, assessoren en een griffier die aangesteld zijn volgens dezelfde wijze als voor de werkende leden;

b) wat het administratief, technisch, vak- en dienstpersoneel betreft, door een bij het Instituut ingerichte Kamer van beroep, bestaande uit :

1° een voorzitter, werkend of eremagistraat, aangesteld door de Executieve;

2° vier assessoren gekozen onder de personeelsleden van het ISSEP en die minstens 35 jaar oud zijn.

De assessoren worden voor een helft door de Executieve aangesteld onder de personeelsleden van het ISSEP, en voor de andere helft, door de in het Sektorcomité XVI aanwezige syndicale organisaties;

3° een griffier, door de Executieve aangestelde ambtenaar;

4° plaatsvervangers, met name een voorzitter, assessoren en een griffier die aangesteld zijn volgens dezelfde wijze als voor de werkende leden.

TITEL V. — Overgangsbepalingen

Art. 28. Bij wijze van overgangsmaatregel zijn de contractuele technische helpers, die overgedragen zijn naar het Waalse Gewest, houder van een A2-diploma of van een diploma van het hoger secundair onderwijs aangevuld met een effectieve ervaring van vijf jaar in het vak van de te begeven betrekking, toegelaten tot het aanwervings-examen voor vorsingstechnicus in de organieke personeelsformatie van het ISSEP.

TITEL VI. — Slotbepaling

Art. 29. De Minister, tot wiens bevoegdheden de Administratie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 september 1992.

De Voorzitter van de Executieve,
belast met Economie, KMO's en Externe Betrekkingen,

G. SPITAELS

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden,
belast met Plaatselijke Besturen, Administratie en Gesubsidieerde Werken,

G. MATHOT

Bijlage I

Lijst van de graden van het administratief, technisch, vak- en dienstpersoneel

1. Administratief personeel :

Niveau 1 :

- rang 14 : eerste adviseur-hoofd van dienst
eerste adviseur
- rang 13 : adviseur
- rang 12 : adjunct-adviseur-hoofd van dienst
- rang 11 : adjunct-adviseur
- rang 10 : bestuurssecretaris

Niveau 2 :

- rang 25 : secretariaatsadjunct 1e klasse
secretariaatsadjunct
- rang 24 : bestuurschef
- rang 23 : boekhoudingsrevisor 1e klasse
adjunct-bibliothecaris 1e klasse
- rang 22 : boekhoudingsrevisor
adjunct-bibliothecaris
eerstaanwend directiesecretaris
onderbureauchef

- rang 21 : directiesecretaris
verificateur boekhouding
rang 20 : rekenplichtig redacteur
redacteur

Niveau 3 :

- rang 35 : eerste hoofdklerk
rang 34 : hoofdklerk-stenotypist
hoofdklerk-typist
hoofdklerk
rang 32 : eerste klerk-stenotypist
eerste klerk-typist
eerste klerk
rang 30 : klerk-stenotypist
klerk-typist
klerk

2. Technisch personeel dat deel uitmaakt van de vorsingsploegen :

Niveau 2 :

- rang 25 : eerste hoger technicus der vorsing
rang 24 : hoger technicus der vorsing
rang 23 : eerste technicus der vorsing
rang 22 : technicus der vorsing

3. Technisch personeel en werklieden van het prototypenatelier en van de diensten :

Niveau 2 :

- rang 25 : technisch adjunct 1e klasse
rang 24 : eerstaanwezend controleur van werken
rang 22 : controleur van werken
rang 20 : adjunct-controleur van werken

Niveau 3 :

- rang 35 : werkmeester
rang 34 : werkmeester 1e klasse
werkmeester 3e klasse
rang 32 : eerstaanwezend geselectioneerde werkmán B
meestergast 2e klasse
rang 30 : precisiewerkman D

Niveau 4 :

- rang 44 : eerste vakman A
rang 43 : eerste vakman
rang 42 : geschoold werkmán B
rang 41 : geschoold werkmán A
rang 40 : ongeschoold arbeider B

Bijlage II

Diploma's

De diploma's en getuigschriften, die in acht genomen worden voor de toelating bij het ISSEP
tratief, technisch, vak- en dienstpersoneel zijn, overeenkomstig de niveau's en de graden, de volgende :

Niveau 1 :

Bestuurssecretaris (rang 10) : diploma's opgenomen onder titel niveau 1, van de bijlage 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Niveau 2 :

Technicus der vorsing en controleur van werken (rang 22) : diploma van het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan; diploma van technisch ingenieur; diploma van een afdeling ingedeeld in het economisch hoger of het sociaal hoger onderwijs van het korte type en voor sociale promotie; kandidaatsdiploma of getuigschrift; getuigschrift waaruit blijkt dat de twee eerste studie jaren van de afdeling « polytechniek » of van de afdeling « alle wapens » van de Koninklijke Militaire School geslaagd zijn.

Boekhoudingsrevisor (rang 22) : diploma van gegradueerde in de boekhouding ingedeeld in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of voor sociale promotie.

Adjunct-bibliothecaris (rang 22) : diploma van gegradueerde in de bibliotheekwetenschappen en documentatie ingedeeld in het hoger onderwijs van het korte type met volledig leerplan of voor sociale promotie.

Directiesecretaris (rang 21) : diploma's vermeld in artikel 10, 1e lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1964 betreffende de hiërarchische indeling en de loopbaan van sommige personeelsleden van de Rijksbesturen.

Adjunct-controleur van werken (rang 20) : diploma's opgenomen onder titel niveau 2, van de bijlage 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Redacteur en rekenplichtig redacteur (rang 20) : diploma's opgenomen onder titel niveau 2, van de bijlage 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.

Niveau 3 :

Precisiewerkman D (rang 30) : diploma's opgenomen onder titel niveau 3, van de bijlage 1 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937.